



Quand l'Aide publique au développement finance les garde-côtes libyens

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 18 juin 2018

[Politis](#) 15 juin 2018

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Un programme européen de 46 millions d'euros a été lancé pour renforcer les capacités des garde-côtes et gardes-frontières en Libye, pourtant responsables de violations des droits humains, alerte Jérôme Duval, du CADTM.

En 2016, plus de 131 ONG avaient exprimé leurs vives inquiétudes quant à la direction que prend l'Union européenne (UE) dans ses relations avec les pays tiers, en faisant de la dissuasion et du retour des personnes migrantes son objectif principal au détriment de sa crédibilité dans la défense des valeurs fondamentales et des droits humains [1].

Ces critiques ne semblent pas avoir perturbé l'avancée des politiques mortifères de l'UE. Frontex, rebaptisée Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, a indiqué avoir aidé au retour de plus de 10 000 personnes migrantes en 2017, soit près de deux fois plus qu'en 2016 et presque trois fois plus qu'en 2015 [2]. L'Agence a fait ses premiers pas dans l'établissement d'une coopération avec Israël, pays dont les antécédents en matière de traitement des réfugiés suscitent l'indignation, et participe également à la formation des gardes-côtes libyens, connus pour leurs multiples violations des droits humains [3].

L'Europe fournit des armes à la Libye en situation de crise humanitaire

La Libye est l'un des principaux pays de départ de migrants cherchant à rejoindre l'Europe en passant par la Méditerranée, voie de passage par laquelle plus de 8 000 personnes ont perdu la vie au cours des deux dernières années [4]. Dans ce pays plongé dans la guerre civile depuis 2014, le gouvernement d'entente nationale (GEN) intérimaire, dirigé par Ali Fayez Al-Sarraj et soutenu par les Nations unies, ne contrôle qu'une petite partie du pays et de vastes régions sont sous l'emprise de groupes armés.

Anne-Sophie Simpère nous signale que « dès 2006, l'entreprise d'armement italienne Finmeccanica - devenue depuis Leonardo - s'empresse de vendre une dizaine d'hélicoptères Augusta A109 au régime de Kadhafi, pour des missions de contrôle des frontières. Un deal à plus de 80 millions d'euros. » [5] Malgré un embargo sur les armes voté en 2011 par le Conseil de sécurité de l'ONU et dont la levée est appuyée par la communauté internationale en 2016, celui-ci a été violé un nombre incalculable de fois par une multitude d'acteurs dont la Turquie, le Qatar ou les Émirats arabes unis [6]. Mais l'UE n'est pas en reste puisqu'entre 2007 et 2016, elle aurait fourni des licences d'exportation d'armes à la Libye pour plus de 1,3 milliard d'euros [7]. La population libyenne, qui rêve de paix plus que de livraisons d'armes, n'a qu'un accès limité aux services de santé, subit des

pénuries de nourriture, de carburant, d'eau et d'électricité. Selon les chiffres de l'ONU, 1,3 million de personnes nécessitaient une aide humanitaire d'urgence en 2016.

L'Europe puise dans l'APD pour stopper l'immigration

Dès le départ, les projets du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFU) [8] destinés à la Libye, avaient pour objectif « d'améliorer la gestion des migrations » et de faciliter le rapatriement volontaire des migrants de la Libye vers leurs pays d'origine. Différents budgets ont été octroyés dont celui de 90 millions d'euros en avril 2017 [9]. Les 22 et 23 juin 2017, le Conseil européen a particulièrement insisté sur la nécessité de former et d'équiper davantage les garde-côtes libyens : « La formation et l'équipement des garde-côtes libyens est un élément clé de l'approche de l'UE et devrait être accélérée », peut-on lire dans ses conclusions [10]. Un mois plus tard, le FFU adoptait un programme, co-financé de manière bilatérale par l'Italie, d'un montant de 46 millions d'euros afin de renforcer les capacités (formation, équipement, installations de base) des garde-côtes et gardes-frontières libyens, pourtant responsables de violations des droits humains [11].

Au total, l'UE a affecté 237 millions d'euros [12] – presque intégralement puisés dans l'Aide publique au développement (APD) – à la Libye par le biais du FFU, une somme d'argent répartie géographiquement sur les zones des routes migratoires sans tenir compte des besoins du pays. La politique de financement de l'UE en Libye contribue au refoulement des migrants vers les camps de détention où déjà plus de « 20 000 personnes restent confinées dans ces centres de détention surpeuplés et insalubres », selon Amnesty International. Ils demeurent bloqués, sans échappatoire, et ne peuvent bénéficier des structures indispensables de réception et d'accueil. « Cette situation entraîne une surpopulation incontrôlée des prisons et une multiplication des centres de détention non-officiels gérés par des milices », mettant en danger la vie des personnes migrantes et le respect des droits humains [13].

Pour Nicanor Haon de la FIDH (Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme), les accords entre l'UE et l'Afrique sont intrinsèquement biaisés, car « on mélange la question de la migration, celle du terrorisme et de la sécurité, et celle du développement des pays africains (...) lier la migration au terrorisme revient à traiter les migrants comme des ennemis, et lier le développement à la migration conduit à financer des barbelés, des centres de rétention plutôt que des structures qui bénéficient vraiment à la population » [14].

Un récent rapport du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, « [Detained and dehumanised](#) » atteste de multiples violations aux droits humains envers les personnes migrantes en Libye qui sont victimes d'assassinats, d'arrestations arbitraires, de torture, de viol, de violence sexuelle et de travail forcé. Selon le quotidien Die Welt et l'hebdomadaire Stern, l'ambassade d'Allemagne au Niger aurait même rédigé une note comparant les conditions dans lesquels les migrants sont détenus à celles des camps nazis [15].

L'Union européenne ne s'attaque pas aux causes des migrations

Plutôt que de s'attaquer aux causes des migrations, l'Union européenne renforce son système sécuritaire quitte à bafouer le droit international. Elle alimente les conflits en vendant les armes de ses multinationales et, main dans la main avec les institutions financières internationales, asservit les populations sommées de payer une dette

insoutenable. Les personnes fuyant les situations de guerre civile, de misère et de violation de droits humains, sont condamnées à emprunter des routes toujours plus dangereuses au péril de leurs vies.

Rappelons que l'accord controversé entre l'Union européenne et la Turquie adopté en mars 2016, permet au régime ultrarépressif turque de recevoir 6 milliards d'euros de la part de l'UE, pour renforcer ses patrouilles aux frontières et ses garde-côtes afin d'empêcher les personnes migrantes de quitter la Turquie pour rejoindre l'Europe. Déni de démocratie, cet accord repose sur une simple déclaration du Conseil européen [16] et n'est pas passé par les parlements européen et turc.

Alors que des ventes d'esclaves avaient été signalées par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) six mois plus tôt, les images diffusées sur CNN en novembre 2017 montrant des personnes déplacées de force en Libye pour être vendues aux enchères sur des marchés aux esclaves ont choqué le monde entier [17]. « Les gouvernements européens n'ont pas seulement été pleinement conscients de ces abus ; en aidant activement les autorités libyennes à arrêter les traversées maritimes et à contenir la population libyenne, ils sont complices de ces abus », affirme John Dalhuisen, directeur d'Amnesty International [18].

Jérôme Duval

Tribune publiée sur [Politis.fr](https://www.politis.fr)

Cet article a également été publié par le [CADTM](https://www.cadtm.org/)

Notes

[1] Joint NGO statement ahead of the European Council of 28-29 June 2016 : NGOs strongly condemn new EU policies to contain migration, 27 June 2016, <https://www.wvi.org/sites/default/files/NGOs%20strongly%20condemn%20new%20EU%20policies%20to%20contain%20migration.pdf>

[2] Frontex, A year in review, 2017. « So far this year Frontex has assisted in the return of more than 10 000 foreign nationals, nearly double the number from all of 2016. This compares with 3 500 people returned by the Agency in 2015. » https://www.irpa.eu/wp-content/uploads/2017/10/Frontex-A_Year_in_Review.pdf

[3] « Frontex helps train Libyan Coast Guard », 13 December 2016. <https://frontex.europa.eu/media-centre/news-release/frontex-helps-train-libyan-coast-guard-zxRCnE>. Frontex, Annual Activity Report 2016, 21 juin 2017. Brianna Rennix, Israel's treatment of African refugees should be an international scandal, Current Affairs, 9 janvier 2018.

[4] Dont 3 116 décès pour la seule année 2017, d'après l'OIM, l'organisme des Nations unies chargé des migrations et plus de 5 000 en 2016 selon les chiffres du Haut commissariat aux réfugiés (HCR).

[5] Anne-Sophie Simpère, « Comment l'Europe finance et légitime des régimes autoritaires pour barrer la route aux migrants », Basta !, 17 mai 2018.

<https://www.bastamag.net/Comment-l-Europe-finance-et-legitime-des-regimes-autoritaires-pour-barrer-l-a>

[6] « [Libye : l'ONU s'inquiète des multiples violations de l'embargo sur les armes](#) », RFI, 12 mars 2016.

[7] Exactement 1 337 millions d'euros selon le rapport [Expanding the Fortress](#), du Transnational Institute (TNI) et Stop Wapenhandel (Campagne néerlandaise contre le commerce des armes), 2018.

[8] « [Le Fonds fiduciaire d'urgence, un outil pour détourner l'Aide publique au développement au service d'un durcissement des politiques migratoires](#) », Jérôme Duval, Basta ! 7 juin 2018.

[9] Commission européenne – Communiqué de presse, Bruxelles, le 12 avril 2017.
http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-951_fr.htm

[10] Conclusions du Conseil européen, 22-23 juin 2017,
<http://www.consilium.europa.eu/media/23985/22-23-euco-final-conclusions.pdf>

[11] Commission européenne, communiqué de presse, Bruxelles, 28 juillet 2017.
http://europa.eu/rapid/press-release_IP-17-2187_fr.htm

[12] Commission européenne, EU Trust Fund for Africa Support to Libya.
<https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/sites/near/files/eutf-noa-ly-08052018.pdf>

[13] *Analyse des pactes migratoires et du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique*, rapport Concord et CINI 2018, page 18.
<https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Concord-2018-EU-TRUST-French-online-2.pdf>

[14] Mélanie Chenouard, Jonas Dunkel, Loïc Bertrand, « [Migration : l'Afrique, gendarme de l'Europe](#) », Arte, 3 novembre 2017.

[15] « [L'Allemagne dénonce l'existence de « prisons » pour migrants en Libye](#) », AFP, 2 février 2017.

[16] Déclaration UE-Turquie, 18 mars 2016 :
<http://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/03/18/eu-turkey-statement/>

[17] Nima Elbagir, Raja Razek, Alex Platt and Bryony Jones, [People for sale](#), CNN, 14 November 2017.

[18] Amnesty International, [Libya : European governments complicit in horrific abuse of refugees and migrants](#), 12 décembre 2017. ; [Migrants en Libye : Amnesty accuse les gouvernements européens de « complicité »](#), Le Monde.fr avec AFP, 12 décembre 2017.

Articles Par : [Jérôme Duval](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre Construcción europea al servicio de los mercados financieros, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage La Dette ou la Vie, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca